

Pascale IDOUX

Professeur des Universités,

Née le 25 avril 1976,

En couple, 2 enfants nés en 2007 et 2011.

Curriculum Vitae - février 2012

Spécialités :

Droit public général, droit public économique et des affaires (contrats, domaine, concurrence), droit administratif général et spécial, contentieux administratif et droit processuel, droit et régulation des réseaux et services de communication électronique.

DIPLOMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

- **Agrégation de droit public**, 2006, 7^{ème} rang.
- **Qualification aux fonctions de Maître de conférences**, 2004.
- **Doctorat de droit public**, 2003. *Sujet : La contradiction en droit administratif français, thèse soutenue le 20 décembre 2003 à la Faculté de droit de Montpellier Prix de thèse de la faculté de droit de Montpellier (2004)*
- **D.E.A. de droit public général**, Montpellier, 1999, mention très bien, major de promotion ; *prix Hébrard (Mémoire).*

FONCTIONS UNIVERSITAIRES SUCCESSIVES

- *depuis le 1^{er} janvier 2009* : Professeur de droit public à l'université **Montpellier I**
- *de sept. 2006 à déc. 2008* : Professeur de droit public à l'Université de **St Etienne**
- *de sept. 2004 à août 2006* : Maître de conférences à l'Université **Grenoble II**
- *d'oct. 2001 à août 2004* : Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Montpellier I
- *d'oct. 1999 à sept. 2001* : Allocataire de recherche-Moniteur, U.F.R. droit, Montpellier.

RESPONSABILITES COLLECTIVES

- Direction de **l'Ecole Internationale de Droit Nucléaire** organisée en partenariat avec l'AEN (agence de l'énergie nucléaire de l'OCDE) et délivrant un diplôme universitaire de l'Université Montpellier I.
- Co-direction d'un **Magistère de droit public des affaires** à l'Université Montpellier I
- Secrétaire du **CECAM, Centre d'études canadiennes de Montpellier**, Association destinée à promouvoir les échanges étudiants entre les universités montpelliéraines et canadiennes.
- Responsable de la **conférence mensuelle d'actualité du Centre de recherches et d'études administratives de Montpellier (CREAM)**
- **Responsable de la spécialité « droit administratif » du Master II Recherche de droit public général (dir. F. SUDRE).**
- **Membre du Conseil de la Section de droit public** (Université Montpellier I, UFR Droit science politique) depuis novembre 2011.
- **Membre du comité de lecture** de la revue *Droit Administratif* (Lexisnexis)

PUBLICATIONS RECENTES (DEPUIS 2008)

OUVRAGES :

Droit public économique (avec J.-P. Colson), LGDJ, 5^{ème} édition, 2010

Droit public économique (avec J.-P. Colson), LGDJ, 4^{ème} édition, 2008

Dico Moniteur des marchés publics (avec C. Ribot et E. Marc), Le Moniteur, 2008

FASCICULES du JURISCLASSEUR (LEXISNEXIS)

« ***Nouvelles technologies de communication*** », fascicule n° 274-12 du *Juris-Classeur Administratif*, en co-signature avec J.-L. Autin, 2010.

« ***Contentieux des concours de la fonction publique*** », fascicule du *Juris-Classeur Fonction publique*, en co-signature avec F. Cafarelli, 2011.

« ***Droit à un procès équitable*** », fascicule du *Juris-Classeur Libertés*, en co-signature avec L. Milano, 2007, actualisé en septembre 2010.

« ***Communications électroniques*** » : fascicule n° 274-10 du *Jurisclasseur Administratif*, en co-signature avec J.-L. Autin, janv. 2010.

ORGANISATION DE COLLOQUES, SEMINAIRES et OUVRAGES COLLECTIFS

Indépendances, *Etudes offertes à Jean-Louis AUTIN*, Textes réunis et présentés par M. Clapié, S. Denaja et P. Idoux, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2012, 2 volumes.

Collectivités territoriales et emprunts toxiques, Séminaire public co-organisé avec G. Merland (CERCOP) à la Faculté de droit de Montpellier le 26 janvier 2012.

Le droit constitutionnel des affaires, Colloque co-organisé avec P.-Y. Gahdoun (CERCOP) à la Faculté de droit de Montpellier le 18 février 2011.

DIRECTION DE RUBRIQUES ou CHRONIQUES :

Responsable de la rubrique trimestrielle « **REGULATION** » de la *Revue Lamy de la Concurrence*, depuis 2010

Responsable de la chronique de **DROIT PUBLIC DES AFFAIRES** de la *Revue Lamy Collectivités territoriales et associations*, avec Emmanuelle Marc, depuis 2009.

ARTICLES :

« **L'indépendance jusqu'au sein des autorités de régulation indépendantes : la possibilité d'une contestation en justice des décisions de son organe répressif par une autorité indépendante** », in *Etudes offertes à J.-L. AUTIN*, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2012, p. 555-577.

« **Etat fiduciaire et droit public des affaires** » in P. Halley (Dir.), *L'Etat fiduciaire*, ouvrage collectif à paraître (Québec).

- « **Sur la propriété des gares** », en co-écriture avec Raphaël Romi, *JCP A*, n° 16, 18 avril 2011, 2160.

- « **L'entreprise à participation publique au cœur de l'actualité : EDF, Renault et les autres** » : en co-écriture avec Tiphaine Rombauts, : *Droit administratif*, avril 2010, p. 12.

- « **Le droit public économique vu à travers la crise** » : *Droit administratif*, mars 2010, p. 7.

- « **L'autonomie des politiques locales d'aide publique aux entreprises à la lumière des apports jurisprudentiels de l'année 2008** », *Revue Lamy des collectivités territoriales*, février 2009, n° 43, p. 68s.

COMMUNICATIONS à des COLLOQUES :

« **La motivation des sanctions prononcées par les autorités administratives indépendantes (AAI)** », in *La motivation des sanctions prononcées en justice : nouvelles tendances, nouveaux enjeux*, 27^{ème} colloque des Instituts d'études judiciaires, organisé par le Centre de droit privé et de sciences criminelles d'Amiens, l'IEJ d'Amiens et le Laboratoire de sociologie juridique de l'Université Panthéon-Assas Paris II le 10 février 2012 à Amiens.

« **Les instruments de renforcement de la vigilance des collectivités territoriales** » in *Collectivités territoriales et Emprunts toxiques*, Séminaire organisé le 26 janvier 2012 par Magistère de droit public des affaires, le Master 2 administration territoriale et le CERCOP, Université Montpellier I.

« **La portée de la décision du Conseil constitutionnel du 16 janvier 1982** », in *Les trente ans du fondement d'un droit économique renouvelé*, Organisé le 20 janvier 2012 à l'Assemblée nationale sous la dir. De Guillaume DRAGO et Sophie NICINSKI par le Centre d'Etudes constitutionnelles et politiques (UParis II) et l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne (UParisI).

« **Les dons et subventions aux personnes privées** », in *Le don en droit public*, colloque organisé à l'université Toulouse I sous la dir. De N. JAQUINOT par l'Institut Maurice Hauriou les 1 et 2 décembre 2011.

« **L'enseignant chercheur dans le laboratoire de recherche** », in *L'enseignant-chercheur*, colloque organisé à Grenoble sous la direction de Nicolas KADA (CRJ), 15 septembre 2011.

« **L'avenir du droit public économique** », in *L'avenir du droit public français*, colloque co-organisé au Conseil d'Etat par la chaire MADP (J.-B. Auby, Sciences Po Paris) et le Conseil d'Etat, 11 mars 2011.

« **Etat fiduciaire et droit public des affaires** » in *L'Etat fiduciaire*, colloque franco québécois organisé sous la dir. De C. RIBOT (CREAM) le 15 juin 2011 à la Faculté de droit de Montpellier.

« **La motivation des actes administratifs** », in *La motivation*, colloque organisé par le Laboratoire de droit privé de la Faculté de droit de Montpellier le 26 novembre 2010 (Dir. C. Albigès), *Revue Lamy de Droit Civil*, n° 89, janvier 2012, p. 94 s.

« **L'exigence du caractère contradictoire de la procédure** », in *La loi DCRA du 12 avril 2000...Dix ans après*, Colloque organisé par le TACIP (Equipe Théorie des actes et du contrôle des institutions publiques), Université Toulouse I Capitole, 27 avril 2010, *Actes à paraître*.

« **AAI et garanties procédurales** », in *Les autorités administratives indépendantes : une impossible rationalisation ?*, Colloque co-organisé par la Cour de cassation, l'Université Montpellier I et le CERSA de l'Université Paris II, 26 mars 2010, *RFDA*, 2010, n° 5.

« **Etude de la centralisation juridique. Le cas de l'intervention économique** », in *L'Etat dans ses relations avec les collectivités territoriales*. Journées d'études juridiques sur la centralisation française, sous la dir. de L. Janicot et N. Fereira, Université de Cergy-Pontoise, 12 mars 2010, *Actes publiés*

« **La place de la médiation parmi les modes de règlement non juridictionnel des litiges** » (*communication au colloque de Limoges des 8-9 avril 2009, La Médiation*, sous la dir. de J.-P. Marguénaud et A.-M. Tournepiche), *Litesc*, juillet 2010.

« **Droit économique et exorbitance du droit public** » (communication au colloque de Toulouse des 5-6 juin 2009, *L'identité du droit public*, sous la dir. de X. Bioy), *P.U.Toulouse*.

« **La gouvernance locale. Les droits des administrés** » (Communication à l'Université de Marrakech, oct. 2009).

COMMENTAIRES (Législation, jurisprudence) :

« **La sanction des engagements souscrits dans le cadre du contrôle des concentrations** – A propos de la décision de l'Autorité de la concurrence n° 11-D-12 du 20 septembre 2011, relative au respect des engagements figurant dans la décision autorisant l'acquisition de TPS et Canal Satellite par Vivendi Universal et Groupe Canal Plus », A paraître, *R.J.E.P.*, mars 2012

« **La régulation de l'accès aux gares. A propos des avis de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF)**, n° 2011-014 sur le projet de décret relatif aux gares de voyageurs et autres

infrastructures de services du réseau ferroviaire et de l'Autorité de la concurrence, n° 11-A-15, 29 sept. 2011, sur le projet de décret relatif aux gares de voyageurs et autres infrastructures de services du réseau. *Ferroviaire, A paraître, RLC, 2012.*

« **Une nouvelle étape dans l'évolution de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) : la transposition du troisième paquet télécom** », *Revue Lamy de la concurrence*, 2011, n° 29 (oct. 2011).

« **Le nouveau dispositif de régulation bancaire et financière** », *RLC*, 2011, n° 27 (avril 2011).

« **Régulation d'Internet et noms de domaine : quand le législateur néglige sa propre compétence normative** » (C.C., décision n° 2010-45 QPC, 6 oct. 2010, M. Mathieu P) : *RLC* 2011, n° 26 (janvier 2011).

« **L'avenir des autorités de régulation : les pistes du rapport Dosière-Vanneste** » (Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, Assemblée nationale, Rapport d'information n° 2925, nov. 2010, 2 tomes) : *Revue Lamy de la concurrence*, 2011, n° 26 (janvier 2011).

« **Réglementation des tarifs de l'électricité** » : commentaire de l'arrêt CE, 1^{er} juillet 2010, n° 321595, Société Poweo : *JCP A*, n° 43, 25 oct. 2010, 2321.

« **Création d'un service départemental de téléassistance au profit des personnes âgées ou handicapées, liberté du commerce et de l'industrie et règles de concurrence.** Commentaire de l'arrêt CE, 7^e et 2^e ss-sect., 3 mars 2010, n° 306911, Dpt Corrèze » : *JCP Administration et collectivités territoriales*, 21 juin 2010, n° 25, comm. 2203.

« **Montée en débit via l'accès à la sous-boucle locale : une stratégie risquée de résorption de la fracture numérique** » : Eclairage, à propos de l'Avis n° 09-A-57 de l'Autorité de la concurrence : *Revue Lamy de la concurrence*, 2010, n° 23 (avril 2010).

« **La responsabilité sans faute de l'Etat envers un salarié collaborateur occasionnel du service public** : commentaire de l'arrêt CE, sect., 12 oct. 2009, n° 297075, Mme Chevillard et Consorts Bancherelle » : *JCP A* 2009, n° 51 et *JCP G*. 2010 du 8 fév. 2010.

« **Offices respectifs du juge, du droit commun de la concurrence et du régulateur sectoriel : l'exemple de l'encadrement tarifaire des prestations de terminaison d'appel vocal** » : Eclairage, à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat, 24 juil. 2009, n° 324642 et 324687, Stés Orange France et SFR : *Revue Lamy de la concurrence*, 2010, n° 22 (janvier 2010).

« **Mise en concurrence périodique des délégations de service public** : les potentialités de l'arrêt CE, 11 août 2009, Sté Comba, n°303517 », en co-écriture avec François Cafarelli : *Droit administratif*, n° 11, nov. 2009, comm. 147.

« **La spécificité du contentieux de la régulation économique en question(s)** » : Eclairage, à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat, 27 avril 2009, n° 312741, Bouygues Télécom : *Revue Lamy de la concurrence*, 2009, n° 21 (octobre 2009).

« **Vers un redéploiement de la contradiction en droit administratif français** ». Commentaire du décret n° 2009-14 du 7 janvier 2009 relatif au rapporteur public des juridictions administratives et au déroulement de l'audience devant ces juridictions, JO 8 janv. 2009, *AJDA* 7 avril 2009.

« **Procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique - À propos de l'ordonnance du 7 mai 2009** », en co-écriture avec M. Ubaud-Bergeron, *JCP G.*, n° 36, 31 août 2009, 201.

« **Retour sur le dispositif discriminatoire en faveur des sociétés innovantes** ». A propos de l'article 26 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 relative à la modernisation de l'économie, *Revue Lamy des collectivités territoriales*, déc. 2008, n° 41, p. 42s. et *Bulletin d'actualité du Lamy droit public des affaires*, déc. 2008.

CHRONIQUES :

« **Chronique de droit public des affaires juin-sept. 2011** » : en co-écriture avec Emmanuelle Marc : *Revue Lamy collectivités territoriales et associations*, n°2011/73, nov. 2011.

« **Chronique de droit public des affaires oct. 2010 –janv. 2011** » : en co-écriture avec Emmanuelle Marc : *Revue Lamy collectivités territoriales et associations*, n° 2011/66, mars 2011.

« **Chronique de droit public des affaires juin-sept. 2010** » : en co-écriture avec Emmanuelle Marc : *Revue Lamy collectivités territoriales et associations*, n° 2010/ 62, nov. 2010.

- « **Chronique de droit public des affaires janv. –mai 2010** », en coécriture avec E. Marc, *Revue Lamy collectivités territoriales et associations*, n° 2010/58, juin 2010.

- « **Chronique de droit public des affaires sept 2009-janv. 2010** », en co-écriture avec E. Marc : *Revue Lamy collectivités territoriales et associations*, n° 2010/54, fév. 2010.

- « **Chronique de droit public des affaires mai-sept. 2009** », en coécriture avec E. Marc : *Revue Lamy collectivités territoriales et associations*, n° 2009/50, oct. 2009.

- « **Chronique de droit public des affaires janv. –mai 2009** », en coécriture avec E. Marc, *Revue Lamy collectivités territoriales et associations* n° 2009/47, juin 2009.

NOTES :

L'inconstitutionnalité de l'absence de garanties de la séparation des fonctions de poursuite et de jugement. A propos de la décision du Conseil constitutionnel du 2 déc. 2011, déc. n° 2011-200 QPC, Banque populaire Côte d'Azur, *A paraître, RLC, 2012.*

Le nouveau droit de recours du Président de l'AMF contre les décisions de sa Commission des sanctions (Code commerce, art. L. 612-15-IV, issu de l'ordonnance n° 2010-76 du 21 janvier 2010, art. 1^{er} : J.O. 22 janvier) : RLC 2011/29, n° 1950.

La nouvelle procédure de composition administrative devant l'AMF, RLC 2011/29, n° 1951.

DIVERS :

Audition par le **groupe de travail du Comité d'évaluation des politiques publiques** de l'Assemblée nationale sur *Les Autorités administratives indépendantes*, le 7 juillet 2010.

TRAVAUX ANTERIEURS A 2008

Ouvrage antérieur à 2008 :

- *La contradiction en droit administratif français*, Presses universitaires de Montpellier, 2005.

Fascicules du Juris-Classeur (Encyclopédie juridique LEXISNEXIS) antérieurs à 2008:

- « **Télécommunications** » : fascicule n° 274-10 du *Juris-Classeur Administratif*, en co-signature avec J.-L. Autin, août 2000, actualisé en 2002.

- « **Nouvelles technologies de communication** », fascicule n° 274-12 du *Juris-Classeur Administratif*, en co-signature avec J.-L. Autin, février 2001 ; *Refonte parue en 2010*.

- « **Contentieux des concours de la fonction publique** », fascicule du *Juris-Classeur Fonction publique*, en co-signature avec F. Cafarelli, 2007, *Actualisé en février 2009, refondu en 2011*.

- « **Droit à un procès équitable** », fascicule du *Juris-Classeur Libertés*, en co-signature avec L. Milano, 2007, *actualisé en septembre 2010*.

Articles, commentaires, chroniques et communications antérieurs à 2008

- « **Le contentieux des décisions de l'Autorité de régulation des télécommunications** », in *Mélanges D.E.A., Cahier des Ecoles doctorales de la Faculté de Droit de Montpellier, Université Montpellier I*, novembre 2001, pages 453 à 497.

- « **La contradiction en droit constitutionnel français** », contribution au VIème Congrès de l'Association française des constitutionnalistes les 9, 10 et 11 juin 2005 à Montpellier, Actes du congrès, www.droit-constitutionnel.org

- « **Les eaux troubles de la participation du public** », in *La gestion équilibrée de la ressource en eau*, Actes du colloque des 7 et 8 avril 2005, Université Montpellier I, *Revue Environnement*, juillet 2005.

- « **Juger la régulation, c'est encore réguler : note sous l'arrêt du Conseil d'Etat, section, 25 février 2005, « France-Télécom », req. n° 247866** », *Revue du droit public*, 2005 n° 6 p. 1643s.

- « **Dynamique contractuelle et dynamique dialogique dans le renouvellement des méthodes d'action publique** », contribution aux *Mélanges en l'honneur du Professeur Michel Guibal*, « *Les contrats publics* », Presses universitaires de Montpellier, 2005.

- « **Contractualisation de l'action administrative et participation du public en France et au Québec** », intervention au colloque franco-québécois du même nom, automne 2005, *P.U.M.*, 2007.

- « **Retour sur le dispositif discriminatoire en faveur des sociétés innovantes** ». A propos de l'article 26 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 relative à la modernisation de l'économie, *Revue Lamy des collectivités territoriales*, déc. 2008, n° 41, p. 42s. et *Bulletin d'actualité du Lamy droit public des affaires*, déc. 2008.

DIRECTION DE TRAVAUX

Direction de thèses en cours :

- Nelly SUDRES, ATER, CREAM, *Le rapporteur devant les juridictions administratives*, depuis septembre 2007.
- Solange FATAL, Allocataire de recherche-moniteur, CREAM, *La pratique des questions préjudicielles (approche de droit comparé)*, depuis septembre 2008.
- Marie DE CONINCK, Doctorante titulaire d'un contrat de recherche doctorale, CREAM, *Les spécificités du contentieux de la régulation économique*, depuis sept. 2010.
- Patrick MARANDI, Doctorant, CREAM, *L'entreprise à participation publique*, depuis sept. 2010.
- Marie CLETIENNE, Doctorante, consultante à l'AIEA (Vienne), *L'indépendance des autorités nationales de surveillance du nucléaire*, depuis sept. 2010.

Direction d'articles publiés :

- Nelly SUDRES, « Le droit administratif après le Traité de Lisbonne » : *Droit administratif*, déc. 2008.
- Nelly SUDRES, commentaire de l'arrêt CE, 6 mars 2009, n° 306084, Coulibaly : *Revue Lamy Collectivités territoriales (RLCT)*, 2009, n° 47, p. 50.
- Jordane ARLETAZ, « L'exigence d'impartialité dans la gestion des infrastructures de réseaux » : *JCP A 2009*, n° 51, *Etude n° 2307 (1^{ère} partie) et JCP A 2010*, n° 1, *Etude n° 2007 (2^{ème} partie)*.
- Carole NIVARD, « L'ambivalence du traitement jurisprudentiel de la sécurité juridique » : *Droit administratif*, fév. 2010, n° 2, *Etude n° 3*.
- Tiphaine ROMBAUTS, « La relance des contreparties », *Droit administratif juillet 2010*, *Etude n° 13*.

PARTICIPATION A DES JURYS DE THESE ET D'HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES

Participation à des JURYS de THESE :

- Dominique ROGERS, La cession des patrimoines immobiliers des personnes publiques, 2008
- Ganiga SUTTHIPRASID : « Le contentieux administratif environnemental en droit comparé franco-thaïlandais », 2008.

Participation à des JURYS d'Habilitation à diriger des recherches :

- Jean-Marc MAILLOT, Maître de conférences, 2009
- Laetitia GRAMMATICO, Docteur en droit, responsable juridique du projet ITER, Commissariat à l'Energie Atomique, 2010
- Katarzyna GRABARZYCK, Maître de conférences, 2012.